

Japon : la catastrophe nucléaire

mardi 29 mars 2011, par [BRUCHE Clément](#), [COUDERETTE Thomas](#), [ROUSSET Pierre](#) (Date de rédaction antérieure : 29 mars 2011).

Plus de deux semaines après le séisme et le tsunami qui ont frappé le nord-est du Japon, l'opacité règne encore sur l'accident nucléaire en cours à Fukushima. Néanmoins, jour après jour, la situation s'avère de plus en plus grave. Pour la première fois, de l'eau fortement radioactive a été découverte à l'extérieur des bâtiments et non plus seulement dans les réacteurs 1 à 4. Le taux d'iode 131 atteignait dimanche dans l'eau de mer, au sud de la centrale, un niveau près de 2 000 fois supérieur à la normale. On savait déjà que de nombreux légumes et poissons de la région étaient désormais interdits à la vente et que la distribution d'eau potable pose problème. TEPCO, l'exploitant du site, annonce maintenant avoir détecté des traces de plutonium en cinq points différents dans le sol de la centrale nucléaire.

L'inquiétude internationale se porte particulièrement sur le réacteur n°3, qui utilise du combustible MOX. Vendu par AREVA, ce mélange ajoute à l'uranium du plutonium. Ce dernier est extrêmement mortel et il faut 24.400 ans pour qu'il perde 50% de sa radioactivité !

Les négligences de TEPCO sont reconnues. Une trentaine d'éléments qui auraient dû l'être n'ont pas été contrôlés lors de la dernière maintenance. La société avait annoncé, en 2003, chercher à réduire ses coûts de maintenance pour « sécuriser » ses profits !

Le 25 mars, il a été conseillé aux habitants situés entre 20 et 30 km autour de la centrale de quitter les lieux. Mais, selon de nombreux experts, cette zone devrait aujourd'hui être étendue à 80 km, si ce n'est plus.

Le Japon a demandé l'aide de l'industrie française. Fournisseur au moins du combustible MOX du réacteur 3 et de prestations de maintenance, AREVA et l'industrie nucléaire française vont pouvoir et devoir s'impliquer dans les opérations de refroidissement et de confinement du ou de(s) réacteur(s).

Sans aborder à nouveau les terribles et durables conséquences sur la nature et les humains à proximité de l'accident, notons que son impact politique se fait déjà sentir partout dans le monde. Les gouvernements promettent tests et audits de leurs centrales, bien que dans des conditions de transparence insuffisantes et suivant des règles très variables. Dans bon nombre de pays, les projets de nouveaux réacteurs sont remis en cause, voire annulés. Le combustible MOX est mis en accusation. Contrecoup de la crise japonaise, en Allemagne, les élections du 27 mars permettront aux Verts de présider le Land le plus industrialisé, contrôlé jusqu'à présent par un fervent défenseur du lobby nucléaire !

Le souhait de sortir rapidement du nucléaire s'exprime en bien des pays, nucléarisés ou non. Il est effectivement urgent d'en finir avec cette technologie. En commençant par arrêter immédiatement tous les projets de nouveaux réacteurs ; en fermant les centrales vieillissantes ; en stoppant aussi les programmes d'armement atomiques. En engageant un plan de sortie de l'ensemble de la filière, rapide et définitif. Définitif parce que le risque nucléaire ne peut être éradiqué, même en ce qui concerne la gestion des matières premières et des déchets radioactifs. Rapide parce que nous ne pouvons faire durer plus longtemps la menace qu'il fait porter sur l'humanité. L'héritage du

nucléaire existant sera déjà bien lourd à porter pour les générations à venir.

En France, les conditions d'une sortie en 10 ans ont été établies par des études sérieuses. Elles permettent, malgré le recours aux énergies fossiles en période de transition, de relever le défi du réchauffement climatique. Un tel plan devra intégrer une réduction conséquente de notre consommation d'énergie, portant avant tout sur le secteur industriel : abandon des productions inutiles et dangereuses ; critères contraignants de robustesse et de longévité des produits...

Un tel programme de reconversion (sobriété et efficacité, développement du renouvelable...) est incompatible avec le système actuel. Ainsi, la solution ne se réduit pas à des mesures techniques : l'objectif n'est pas de remplacer toute la capacité de production nucléaire, mais de rompre avec la boulimie énergétique d'un système capitaliste productiviste - ce qui exige l'expropriation des grands groupes du secteur et la création d'un service public de l'énergie, décentralisé et sous contrôle démocratique des travailleurs et des usagers.

La population japonaise paie aujourd'hui au prix fort l'irresponsabilité du lobby nucléocrate. La catastrophe de Fukushima est loin d'être jugulée ; elle s'installe dans la durée. La campagne internationale de solidarité que soutient le NPA doit s'étendre en conséquence. Plusieurs milliers d'euros ont été collectés à ce jour. Un premier transfert de fonds a été ordonné, destiné à la régionale Nord-Est du Conseil national des syndicats (NTUC). Cette coordination syndicale indépendante est active dans les régions sinistrées. Elle se mobilise en faveur des victimes avec d'autres organisations comme l'Union nationale interprofessionnelle des travailleurs (NUGW). Elles ont à cœur d'acheminer une aide concrète tout en défendant les droits des salariés et « petites gens » menacés dans leurs emplois, leurs salaires, leurs conditions de vie. Elles s'appuient sur l'expérience acquise par le mouvement ouvrier lors du grand tremblement de terre dans la région de Kobe, en 1995. Elles ont besoin de notre soutien. Maintenant.

Thomas Couderette, Clément Bruche, Pierre Rousset

** Nous informons régulièrement sur notre site europe-solidaire.org de l'évolution de la situation au Japon et de la campagne de solidarité*

** **Pour les dons** , envoyez vos chèques à ESSF, 2 rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil. Pour les virements, voir sur ESSF (article 20666).*

*** Informations complètes pour la solidarité financière :**

Chèques

chèques en euros seulement à l'ordre d'ESSF à être envoyés à :

ESSF

2, rue Richard-Lenoir

93100 Montreuil

France

Banque :

Crédit lyonnais

Agence de la Croix-de-Chavaux (00525)

10 boulevard Chanzy

93100 Montreuil
France
ESSF, compte n° 445757C

Coordonnées bancaires internationales :

IBAN : FR85 3000 2005 2500 0044 5757 C12

BIC / SWIFT : CRLYFRPP

Compte au nom de : ESSF

P.-S.

* Article écrit pour l'hebdomadaire Tout est à nous (TEAN) daté du 31 mars 2011.